



## Quel avenir pour les négociations sur le nucléaire nord-coréen ?

**BENOIT HARDY-CHARTRAND**

*Chercheur à l'Observatoire de géopolitique de la Chaire Raoul-Dandurand*

« Il est devenu absolument impossible pour la République populaire démocratique de Corée de même envisager d'abandonner ses armes nucléaires. »

- Ministère des affaires étrangères de la Corée du Nord, 12 juin 2009.

Plus de trois ans après le dernier cycle des pourparlers à six sur la dénucléarisation de la Corée du Nord, et dix-huit mois après que Pyongyang eut annoncé en avril 2009 son retrait définitif des négociations, quel est l'avenir du processus de dénucléarisation ? La situation domestique nord-coréenne est caractérisée par une instabilité grandissante, notamment causée par une désastreuse réforme monétaire mise en œuvre en novembre 2009 ainsi que par l'incertitude entourant la succession du leader Kim Jong-Il<sup>1</sup>. De plus, les relations intercoréennes sont au plus bas depuis le naufrage de la corvette sud-coréenne *Cheonan* en mars 2010, qu'une équipe internationale d'enquêteurs a imputé à la Corée du Nord, ainsi que le bombardement de l'île sud-coréenne de Yeonpyong par l'armée du Nord, survenu le 23 novembre dernier. Conséquemment, il a lieu de se demander si, dans le contexte actuel, le format des pourparlers à six est toujours viable et si le processus peut encore renaître de ses cendres et atteindre ses objectifs.

### Retour sur les négociations

En août 2003, à la suite de la crise causée par le retrait de la Corée du Nord du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, s'ouvrait à Pékin le premier cycle des pourparlers à six sur la dénucléarisation, impliquant les deux Corées, les États-Unis, la Chine, le Japon et la Russie. Durant les deux premières années de négociations, les parties réalisèrent des progrès modestes<sup>2</sup>, incluant la déclaration conjointe du 19 septembre 2005, dans laquelle la Corée du Nord promettait de démanteler son programme nucléaire en échange notamment d'aide énergétique ainsi que l'assurance que l'administration Bush n'effectuerait pas de frappes préventives sur son territoire. Le processus de dénucléarisation restait toutefois précaire puisque Pyongyang procédait le 9 octobre 2006 à son premier essai nucléaire, déclenchant une vague de protestations de la part de la communauté internationale et menant à des sanctions de l'ONU.

De retour à la table des négociations, les délégués des six pays en vinrent à une entente en février 2007 selon laquelle Pyongyang promettait de fermer ses installations nucléaires de Yongbyon et de permettre la visite d'inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en retour d'aide énergétique. Cependant, des différends firent leur apparition concernant l'envoi d'aide en Corée du Nord ainsi que le

---

<sup>1</sup> Le successeur désigné de Kim Jong-Il, son troisième fils Kim Jong-Eun, fut nommé à des postes importants au sein du régime lors de la conférence du Parti des travailleurs de Corée en septembre 2010.

<sup>2</sup> James L. Schoff, Charles M. Perry, Jacquelyn L. Davis, *Nuclear matters in North Korea*, (Dulles, Virginia: Potomac Books, 2008), p. 6.

rapport que celle-ci devait produire afin de divulguer toutes ses activités nucléaires. Conséquemment, cette entente, tout comme la déclaration de septembre 2005, ne fut jamais appliquée.

L'élément déclencheur de l'effondrement des négociations eut lieu le 5 avril 2009 : le régime de Kim Jong-Il annonça avoir procédé au lancement d'une fusée mettant en orbite un satellite de communication. Cet événement provoqua un concert de protestations de la part des États-Unis, du Japon, de la Corée du Sud et de l'Union européenne, ceux-ci soupçonnant que le lancement constituait en réalité un test de missile à longue portée<sup>3</sup>. Le 13 avril, le Conseil de sécurité de l'ONU diffusa une déclaration présidentielle condamnant les actions de Pyongyang et appelant à de nouvelles sanctions contre elle. Dès le lendemain, le Ministère des affaires étrangères nord-coréen déclara que cette condamnation constituait une « moquerie intolérable envers le peuple coréen »<sup>4</sup> et annonça que le pays ne participerait plus jamais aux négociations sur le nucléaire. Le mois suivant, Pyongyang procéda à un second essai nucléaire.

### Un retour à la table de négociations ?

Depuis mai 2009, les parties ont tenté en vain de raviver le processus de dénucléarisation. Pyongyang a considérablement nuancé ses propos, se déclarant prête à retourner à la table de négociations sous certaines conditions. La pierre d'achoppement se situe principalement au niveau des conditions exigées par chacun des acteurs afin de réengager les pourparlers, puisque ces exigences sont considérées inacceptables par les autres parties. En janvier 2010, le gouvernement nord-coréen exigeait officiellement des États-Unis la signature d'un traité de paix pour mettre fin à l'état de guerre qui prévaut sur la péninsule depuis la fin de la guerre de Corée, qui s'était conclue en 1953 par un armistice. Selon Pyongyang, l'absence d'un tel traité est la cause première du climat d'hostilité et constitue un obstacle à l'établissement de relations de confiance et à la dénucléarisation<sup>5</sup>. En octobre 2010, un quotidien nord-coréen réitérait que la Corée du Nord souhaitait la reprise des négociations, mais que l'ambition américaine d'effectuer des frappes préventives sur le pays empêchait le règlement de la question nucléaire<sup>6</sup>.

L'administration Obama se dit quant à elle prête à parler d'un traité de paix, mais exige que la Corée du Nord réintègre d'abord les pourparlers et prenne des mesures concrètes pour amorcer le démantèlement de son programme nucléaire. Si Pyongyang répond positivement à ces demandes, les discussions pourront alors être élargies afin d'inclure le traité de paix. En d'autres termes, l'administration Obama refuse de « payer » la Corée du Nord pour le simple fait de reprendre les négociations<sup>7</sup>. De plus, à la suite de la déroute démocrate aux élections de mi-mandat du 2 novembre dernier et la reconquête de la Chambre des représentants par les Républicains, il pourrait être encore plus difficile pour Washington d'accéder à quelque demande que ce soit de Pyongyang.

Quant à la Corée du Sud, le climat de crise ayant fait suite au naufrage du *Cheonan* et à l'attaque de l'île de Yeonpyeong n'a fait qu'approfondir le fossé qui s'était déjà creusé dans les relations intercoréennes depuis l'élection du conservateur Lee Myung-Bak en décembre 2007. Ce dernier avait fait campagne en

<sup>3</sup> « North Korea space launch 'fails' », *BBC*, 5 avril 2009. En ligne, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7984254.stm>

<sup>4</sup> « DPRK Foreign Ministry Vehemently Refutes UNSC's "Presidential Statement" », *KCNA*, 14 avril 2009. En ligne, <http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>

<sup>5</sup> « DPRK Proposes to Start of Peace Talks », *KCNA*, 11 janvier 2010. En ligne, <http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>

<sup>6</sup> Le quotidien *Rodong Sinmun* (Journal des travailleurs), cité dans « Six-party talks depend on U.S. position : DPRK media », *Xinhua*, 28 octobre 2010. En ligne, [http://news.xinhuanet.com/english2010/world/2010-10/28/c\\_13579578.htm](http://news.xinhuanet.com/english2010/world/2010-10/28/c_13579578.htm)

<sup>7</sup> Stephen Kaufman, « Resumption of Six-Party Talks Must Precede Korean Peace Treaty », *America.gov*, 11 janvier 2010. En ligne, <http://www.america.gov/st/peacesec-english/2010/January/20100111162754esnamfuak0.063595.html>

promettant d'adopter la ligne dure envers Pyongyang et de rompre avec la *Sunshine Policy*, ou politique de la main tendue, qui fut celle de ses prédécesseurs Kim Dae-Jung et Roh Moo-Hyun. Comme Lee Myung-Bak conditionne toute aide au Nord à des progrès sur le front de la dénucléarisation, il exige que son voisin communiste démontre clairement sa volonté de démanteler son programme nucléaire avant de reprendre les négociations<sup>8</sup>. Au début du mois de novembre, le président Lee déclarait qu'il attendait de Pyongyang qu'elle démontre un « véritable intérêt et un comportement sincère »<sup>9</sup> avant de reprendre les pourparlers. Comme Pyongyang continue de démentir toute implication dans le naufrage du *Cheonan* et que l'attaque du 23 novembre a forcé Lee Myung-Bak à se montrer encore plus intransigeant, un dégel des relations est très improbable dans l'immédiat.

Par ailleurs, des acteurs des négociations et de nombreux experts expriment de plus en plus ouvertement leur cynisme face aux pourparlers à six. La perception dominante chez les Américains est que les Nord-Coréens prennent part aux négociations principalement pour obtenir des concessions tout en prenant des engagements qu'ils n'ont pas l'intention de respecter<sup>10</sup>. Force est d'admettre que les nombreuses volte-face de Pyongyang ces dernières années ont contribué à renforcer cette perception. À peine quelques mois après avoir enterré de façon définitive les pourparlers sur la dénucléarisation, il a lieu de s'interroger sur le sérieux du régime de Kim Jong-Il quant à ses intentions déclarées de revenir à la table des négociations<sup>11</sup>. Les récentes provocations ne font qu'ajouter au scepticisme dont fait l'objet son ouverture des derniers mois.

### **Instabilité en Corée du Nord : des fondations fragiles pour la dénucléarisation**

La question de la succession de Kim Jong-Il exacerbe le pessimisme entourant la reprise des pourparlers. Après plusieurs mois de spéculation, la succession s'est finalement précisée lors de la conférence extraordinaire du Parti des travailleurs de la Corée (PTC) en septembre dernier, la première depuis 1966. Kim Jong-Eun, le troisième fils de Kim Jong-Il, fut alors nommé général quatre étoiles – malgré une feuille de route militaire vierge – ainsi que vice-président de la Commission militaire centrale du PTC. S'il ne fut pas ouvertement nommé successeur du leader actuel, son ascension fulgurante au sein du parti ainsi que le bourgeonnement d'un culte de la personnalité autour du jeune Kim ne laissent aucun doute quant aux intentions de Kim père.

Compte tenu de la santé fragile de Kim Jong-Il, le changement de garde pourrait se produire à court ou moyen terme, et les gouvernements impliqués dans les pourparlers se doivent d'en examiner les conséquences éventuelles. D'aucuns souhaitent que l'arrivée de Kim Jong-Eun signale un changement de cap, le futur leader ayant moins de 30 ans et vécu en Suisse durant quelques années. Cependant, les récents incidents provoqués par Pyongyang, que plusieurs imputent à la volonté de Kim Jong-Eun de consolider son autorité et son contrôle de l'armée<sup>12</sup>, assombrissent les perspectives d'avenir.

Même si Kim Jong-Eun entretenait des velléités de changement, la réalité politique nord-coréenne rendrait difficile toute réorientation. Son âge et son expérience politique très limitée ne lui confèrent pas l'autorité

---

<sup>8</sup> « N. Korea estimated to have 40 kilograms of plutonium : defense minister », *Yonhap News Agency*, 2 novembre 2010, En ligne,

<http://english.yonhapnews.co.kr/northkorea/2010/11/02/97/0401000000AEN20101102006900315F.HTML>

<sup>9</sup> Mark McDonald, « South Korea Drops Its Call for Apology From North », *New York Times*, 9 novembre 2010, A4.

<sup>10</sup> Charles L. Pritchard, John H. Tilelli Jr., et Scott A. Snyder, « U.S. Policy Toward the Korean Peninsula », *Council on Foreign Relations*, Independent Task Force Report No.64, 2010, p. 9.

<sup>11</sup> Chico Harlan, « China pushes six-party talks with North Korea, but others remain skeptical », *Washington Post*, 1<sup>er</sup> septembre 2010. En ligne, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/08/31/AR2010083101909.html>

<sup>12</sup> « North Korea firing : Why Now ? », *BBC*, 23 novembre 2010, En ligne, <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-pacific-11818729>

nécessaire pour régner sur la très puissante branche militaire ainsi que sur les hauts placés du régime actuel. Après la mort du dirigeant actuel, il est plus vraisemblable que Kim Jong-Eun détienne le pouvoir de façon nominale dans un groupe de *leaders* à l'intérieur duquel le pouvoir réel serait entre les mains de personnages tels que Jang Song-Taek, l'actuel vice-président de la Commission de la défense nationale. Considéré comme le bras droit de Kim Jong-Il, il est l'une des personnes les plus puissantes en Corée du Nord<sup>13</sup>. Dans ce cas, un changement d'orientation serait peu probable, avec les conséquences que cela implique sur les négociations.

Quoi qu'il arrive après la succession, l'incertitude entourant la santé de Kim Jong-Il et la passation du pouvoir laisse poindre un horizon des plus difficiles pour le processus de dénucléarisation. Que peuvent faire les parties pour espérer une percée à court terme et ainsi atténuer les contrecoups de la succession à venir ? Compte tenu de l'ouverture relative manifestée à quelques reprises en 2010 par la Corée du Nord quant à une reprise des pourparlers, certains observateurs ont avancé que le gouvernement nord-coréen, aux prises avec une économie nationale en ruines, pourrait accepter de renoncer à l'arme nucléaire en retour d'une aide substantielle. En réponse à ces spéculations, Pyongyang fit une sortie acerbe en février 2010, déclarant que « ceux qui parlent de (ce) non-sens commettent une triste erreur s'ils pensent que la RPDC pourrait faire une chose aussi stupide que de démanteler ses armes nucléaires contre une 'récompense économique' de l'extérieur »<sup>14</sup>. S'agit-il, une fois de plus, d'une simple stratégie de négociations ? Rappelons que la carte du nucléaire militaire constitue pour Pyongyang son seul atout de poids dans ses interactions avec les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud. De plus, le développement de l'arme nucléaire représente une énorme source de fierté nationale pour le peuple, et le régime exploite abondamment ses « avancées scientifiques et technologiques » pour tenter de générer l'appui des Nord-Coréens. Sans oublier que l'objectif officiel du régime est de faire de la Corée du Nord un « État fort et prospère » (*kangseong taeguk*) pour 2012, l'année du 100<sup>e</sup> anniversaire de naissance de Kim Il-Sung, décédé en 1994. Cet objectif est inlassablement répété dans la propagande du régime, et l'arme nucléaire est bien sûr présentée comme une pièce centrale de la « puissance » nord-coréenne. Dans ce contexte, prenant en compte l'instabilité provoquée par la réforme monétaire de novembre 2009, l'incident du Cheonan, la question de la succession et la récente attaque nord-coréenne, on ne peut imaginer Kim Jong-Il abandonner le seul véritable atout dont il dispose, sans doute l'une de ses dernières sources de légitimité auprès du peuple nord-coréen. En effet, il serait difficile pour Kim Jong-Il de renoncer à l'arme nucléaire et espérer rester au pouvoir<sup>15</sup>.

Cela dit, les pourparlers à six doivent-ils être abandonnés pour autant ? La tâche, certes colossale, consiste à mettre sur pied l'un des modèles de dénucléarisation et de compensation les plus ambitieux jamais conçus<sup>16</sup>. Un fait demeure toutefois : plus la crise nucléaire dure, plus il sera difficile d'inverser la tendance. Conséquemment, même si les acteurs des pourparlers considèrent la dénucléarisation de la Corée du Nord comme irréalisable à court ou moyen terme, il est à souhaiter un retour des parties à la table de négociations. La formule des pourparlers à six demeure la *moins mauvaise option*<sup>17</sup>. Aucune entente sur la dénucléarisation, aussi lointaine puisse-t-elle être, ne pourrait être viable sans la participation minimale de Beijing, Séoul et Washington. Et il est peu probable que Moscou et Tokyo consentent à ne pas y prendre part. Seul ce processus peut renverser la méfiance qui règne entre Pyongyang et Washington et établir les bases de la coopération. Si les Nord-Coréens rejettent souvent

---

<sup>13</sup> Ilan Berman, « Obama needs to rethink Pyongyang », *Far Eastern Economic Review*, Octobre 2009, Vol. 172, no 8, p. 38.

<sup>14</sup> « KCNA Snubs Call for DPRK's Dismantlement of Nukes », *KCNA*, 19 février 2010. En ligne, <http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>

<sup>15</sup> B. R. Myers, *The Cleanest Race : How North Koreans See Themselves – And Why it Matters*, (New York : Melville House, 2010), p. 164.

<sup>16</sup> James L. Schoff, Charles M. Perry, Jacquelyn L. Davis, *Nuclear matters in North Korea*, (Dulles, Virginia: Potomac Books, 2008), p. 17.

<sup>17</sup> « North Korea : Getting Back to Talks », *International Crisis Group*, Asia Report no 169, 18 juin 2009, i.

violemment la pression externe, l'histoire des négociations démontre qu'ils répondent positivement à une approche fondée sur la collaboration<sup>18</sup>. Si les probabilités de voir aboutir les pourparlers sont minces à court terme, la voie diplomatique demeure l'option la plus viable afin de poser les bases d'une entente qui réduira les risques de conflits et de prolifération.

## BILIOGRAPHIE

Berman, Ilan. 2009. « Obama needs to rethink Pyongyang ». *Far Eastern Economic Review*. (Octobre). Vol. 172, no 8, pp. 37-39.

Harlan, Chico. 2010. « China pushes six-party talks with North Korea, but others remain skeptical ». *Washington Post*. 1<sup>er</sup> septembre. En ligne. <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/08/31/AR2010083101909.html> (Consulté le 2 novembre 2010).

Kaufman, Stephen. 2010. « Resumption of Six-Party Talks Must Precede Korean Peace Treaty ». *America.gov*. 11 janvier. En ligne, <http://www.america.gov/st/peacesec-english/2010/January/20100111162754esnamfuak0.063595.html> (Consulté le 2 novembre 2010).

McDonald, Mark. 2010. « South Korea Drops Its Call for Apology From North ». *New York Times*. 9 novembre. A4.

Myers, B. R. 2010. *The Cleanest Race : How North Koreans See Themselves – And Why it Matters*. (New York : Melville House).

Pritchard, Charles L., John H. Tilelli Jr., et Scott A. Snyder. 2010. « U.S. Policy Toward the Korean Peninsula », *Council on Foreign Relations*, Independent Task Force Report No.64.

Saccone, Richard. 2003. *Negotiating with North Korea*. (Elizabeth, NJ: Hollym International Corp).

Schoff, James L., Charles M. Perry, et Jacquelyn L. Davis. *Nuclear matters in North Korea*. (Dulles, Virginia: Potomac Books, 2008).

« North Korea : Getting Back to Talks ». 2009. *International Crisis Group*. Asia Report no 169, 18 juin.

« North Korea space launch 'fails' ». *BBC*. 5 avril 2009. En ligne, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7984254.stm> (Consulté le 5 novembre 2010).

« North Korea firing : Why Now ? », *BBC*, 23 novembre 2010, En ligne, <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-pacific-11818729> (Consulté le 24 novembre).

---

<sup>18</sup> Richard Saccone, *Negotiating with North Korea*, (Elizabeth, NJ: Hollym International Corp, 2003), p. 199.

« Six-party talks depend on U.S. position : DPRK media ». *Xinhua*. 28 octobre 2010. En ligne, [http://news.xinhuanet.com/english2010/world/2010-10/28/c\\_13579578.htm](http://news.xinhuanet.com/english2010/world/2010-10/28/c_13579578.htm) (Consulté le 29 octobre 2010).

« N. Korea estimated to have 40 kilograms of plutonium : defense minister », *Yonhap News Agency*. 2 novembre 2010. En ligne, <http://english.yonhapnews.co.kr/northkorea/2010/11/02/97/0401000000AEN20101102006900315F.HTML> (Consulté le 3 novembre 2010)

« *DPRK Foreign Ministry Vehemently Refutes UNSC's "Presidential Statement"* ». *KCNA*. 14 avril 2009. En ligne, <http://www.kcna.co.jp/index-e.htm> (Consulté le 10 juin 2010).

« DPRK Proposes to Start of Peace Talks ». *KCNA*. 11 janvier 2010. En ligne, <http://www.kcna.co.jp/index-e.htm> (Consulté le 29 octobre 2010).

« KCNA Snubs Call for DPRK's Dismantlement of Nukes ». *KCNA*. 19 février 2010. En ligne, <http://www.kcna.co.jp/index-e.htm> (Consulté le 5 novembre 2010).

« DPRK Foreign Ministry Declares Strong Counter- Measures against UNSC's "Resolution 1874" ». *KCNA*. 13 juin 2009. En ligne, <http://www.kcna.co.jp/item/2009/200906/news13/20090613-10ee.html> (Consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2010).



Chaire Raoul-Dandurand  
en études stratégiques et diplomatiques  
Raoul Dandurand Chair  
of Strategic and Diplomatic Studies